

„L'habitat autrement ...“

Le diagnostic: des problèmes de logement, surtout pour les personnes les plus défavorisées.

Les prospectives démographiques au Luxembourg mettent en exergue les problématiques prévisibles d'un manque de logement en 2030, mais qu'en est-il aujourd'hui?

Le mal logement et son corollaire de problématiques sociales, environnementales et économiques concerne déjà une proportion importante de la population. La semaine dernière y fait écho dans un pays où depuis plus de vingt ans les prix du logement n'ont cessé de croître. L'économie solidaire propose quelques

pistes de réflexions qui ne tiennent pas compte uniquement de chiffres et de spéculation immobilière mais où la question centrale est le bien vivre, l'environnement et l'inclusion sociale.

Dans une étude réalisée dernièrement, B. Mougenot fait ce constat: „Le territoire transfrontalier se traduit par un coût du logement très important sur les zones les plus dynamiques, qui engendre des flux quotidiens de populations intenses. Le coût du logement touche en premier lieu les personnes les plus défavorisées, celles-ci peuvent se trouver en situation de précarité énergétique, lorsque s'ajoute une augmentation du coût de l'énergie et une mauvaise isolation du logement. Les conséquences pour les foyers

concernés pouvant aller jusqu'à l'exclusion sociale.

La manière dont a été pensé le logement au cours des dernières décennies est aujourd'hui profondément remise en cause, car elle se base sur un coût de l'énergie accessible à bon marché. Malgré tout, la demande de logements est encore fortement soutenue ce qui pousse les ménages les plus en difficulté à se tourner vers des logements vétustes et de mauvaise qualité ou à s'éloigner des centres, à l'origine d'un phénomène d'étalement urbain.“

Depuis 20 ans d'activités, la construction écologique et par extension les questions liées à l'habitat sont centrales dans les activités des acteurs de l'économie solidaire. En effet, les demandes d'emploi qui trouvent du travail dans les structures d'économie solidaire sont aussi bien souvent les premières victimes de la crise du logement.

deurs d'emploi qui trouvent du travail dans les structures d'économie solidaire sont aussi bien souvent les premières victimes de la crise du logement.

De nombreuses initiatives citoyennes et participatives voient le jour aux quatre coins du monde (habitats solidaires, autoconstruction, quartier éco citoyens, construction durable ...) permettant à la fois de créer des emplois, d'agir dans le respect de l'environnement et de créer des possibilités de logement de qualité, à haute performance énergétique pour le gens les plus modestes.

La réponse de l'économie solidaire

Des passerelles entre le technique et le social se créent, permettant par exemple au citoyen de gérer ses besoins tout en préservant son autonomie. Ces initiatives permettent d'envisager un nouveau modèle fondé sur l'engagement et la participation de la personne dans son lieu de vie. Agir sur l'habitat s'envisage sur le long terme mais l'ensemble des acteurs prend conscience aujourd'hui de l'urgence.

Des exemples concrets d'expériences innovantes:

Premier acteur de l'économie solidaire au pays, le réseau OPE, qui fonde son action depuis de nombreuses années sur la gestion démocratique de l'espace public et donc sur les besoins des populations, se penche de plus en plus fortement sur les questions de logement, y compris dans des partenariats avec les entreprises „classiques“ du bâtiment. Ainsi l'épicerie solidaire de Pétange réalisée en partenariat par le CIGL Pétange et la commune de Pétange a trouvé l'équilibre alliant technique, environnement

Changement d'adresse

Le Département de l'Economie solidaire a déménagé à l'adresse suivante:
Département de l'Economie solidaire
19-21 Boulevard Royal
L-2914 Luxembourg
Mme Paulette Lenert
Paulette.lenert@ecosol.etat.lu

Mme Fatima Mestre
Fatima.mestre@ecosol.etat.lu

Tél.: 247-88403
Communiqué par le ministère de l'Economie et du Commerce extérieur

et en mettant l'homme au centre du projet: création d'emplois, formations, efficacité énergétique, utilisations de matériaux locaux, écologiques et sains.

Comme l'explique Pierre Melina, bourgmestre de Pétange: „La réalisation de l'épicerie solidaire a été très valorisante pour les ouvriers du CIGL et a créé un îlot de verdure au centre d'une zone urbaine très dense.“

Le projet Ecocline dans les Vosges réunit 7 habitations en auto-promotion et auto-construction en utilisant le bois et la terre provenant du site. Ce chantier participatif est ouvert à tous et convertit aux enduits à la chaux, isolation paille, bardage bois. Un bel exemple qui ne demande qu'à être essaimé au Luxembourg.

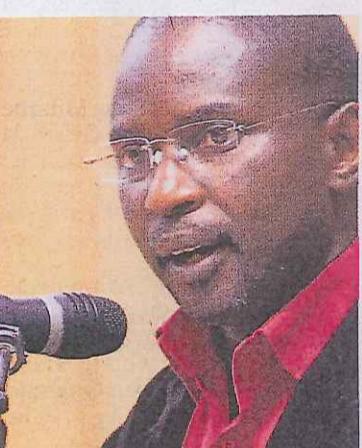
L'équipe du domaine environnement d'OPE



L'épicerie solidaire de Pétange réalisée en partenariat par le CIGL local

Gespräch mit dem Konferenzler Abou Ndiaye

Das Ehrenamt, ein Überträger für soziale Veränderung?



Abou Ndiaye

Organisation tätig ist, liegt darin Ihrer Meinung nach kein Widerspruch?

A.N.: „Nein, ganz im Gegenteil! Indem die Person die Wahl trifft, nichts auf dem Wahlzettel anzukreuzen, beteiligt sie sich in ihrer Eigenschaft als Bürger am politischen Leben. Durch diese Wahl zeigt sie, dass keine der politischen Vorschläge ihr zusagt. Sie erfüllt allerdings ihre Funktion als Mitbürger durch die ehrenamtliche Tätigkeit: Sie ermöglicht ihr die praktische Umsetzung ihres Willens zur Veränderung von Dingen.“

In Luxemburg gilt die Wahlpflicht. Falls ein Wähler einen blanken Wahlzettel in die Urne wirft und nichtsdestotrotz ehrenamtlich aktiv in einer

und Vorstellungen bzw. ihren moralischen Idealen mit zu verändern.“

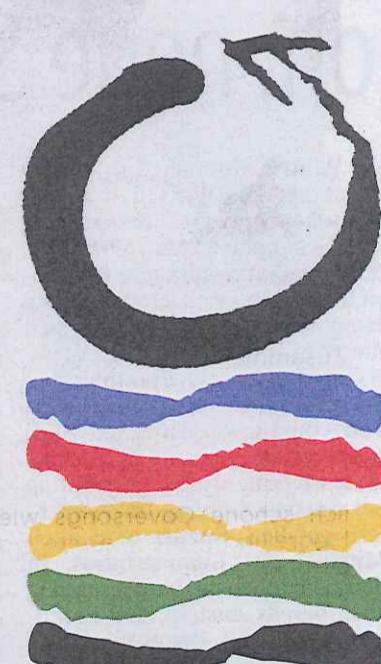
Im Rahmen der Solidarwirtschaft werden die Strukturen von Angestellten und Ehrenamtlichen getragen. Welche Ansicht vertreten Sie hinsichtlich dieser Statutenmischung?

A.N.: „Angestellte und Ehrenamtliche arbeiten in der Solidarwirtschaft am selben Ziel, d.h. an der Einrichtung eines alternativen Wirtschaftssystems, in dem der Mensch im Mittelpunkt der Anliegen steht. Dennoch erfordern die Anstrengungen in diesem Bereich eine bestimmte Professionalisierung. Die Angestellten werden durch einen Vertrag engagiert, sie können nicht dieselben Freiheiten genießen wie ihre ehrenamtlichen Kollegen. Sie werden bezahlt und müssen deshalb eine Arbeit innerhalb eines definierten Zeitintervalls erbringen. Die ehrenamtlichen Mitarbeiter ihrerseits genießen große Freiheiten bezüglich ihrer Zeitaufwendungen und, anders als die Angestellten, auch eine soziale Anerkennung.“

Die gesellschaftliche Veränderung ist also Ihrer Meinung nach das Ziel des Ehrenamtes, aber ist sie auch effizient?

A.N.: „Die Effizienz ist schwer

messbar, sie ist von den festgelegten Zielen abhängig, die es zu erreichen gilt. Wenn das Ziel nicht



**riпess
europe**
Solidarity Economy Europe

erreicht werden konnte, kann dies zu Frustrationen führen. Dennoch stellt das Ehrenamt einen Kampf gegen die Ungleichheiten dar: Eine ehrenamtlich tätige Person bringt ihre Kompetenz und Zeit im Dienst einer gewählten Sache ein. Allerdings kämpft sie in einer bestimmten Art und Weise dafür, dass man zukünftig eigentlich kein Ehrenamt mehr braucht. In einer idealen Welt existiert das Ehrenamt nicht, denn jeder Bedarf ist gedeckt.

Was den Reichtum betrifft, so ist es unmöglich, seinen wirtschaftlichen Wert zu berechnen. Der Reichtum eines Landes wird heute anhand seines Bruttoinlandsprodukts (BIP) angegeben und das Ehrenamt wird nicht in diese Berechnungen einbezogen. Das Ehrenamt trägt jedoch wirklich zum Wohlstand einer Bevölkerung bei. Die Zufriedenheit darüber, für die Gesellschaft zu agieren, der zwischenmenschliche Kontakt und die soziale Kohäsion bilden positive Aspekte und zeigen den wirklichen Wert, der auf gesellschaftlicher Ebene durch das Ehrenamt hinzugefügt wird.“

(Weitere Fragen unter www.ecosol-online.lu)

Das Interview führten Chloé Kolb und Joseph Degrand